

Cadre Stratégique Commun 2017-2021 pour Madagascar

29 Avril 2016

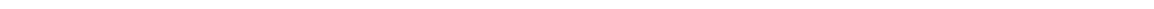


Table des matières

TABLE DES MATIERES.....	1
ABREVIATIONS ET ACRONYMES.....	2
1. INTRODUCTION.....	3
2. STRATEGIE COMMUNE.....	4
2.1. DESCRIPTION DES CIBLES STRATEGIQUES COMMUNES.....	4
Cible stratégique commune 1.....	4
Cible stratégique commune 2.....	5
Cible stratégique commune 3.....	5
Cible stratégique commune 4.....	6
Cible stratégique commune 5.....	6
Cible stratégique commune 6.....	7
Cible stratégique commune 7.....	7
2.2. JUSTIFICATIONS.....	8
3. COMPLEMENTARITES ET SYNERGIES.....	11
ANNEXE 1. PARTICIPANTS DU CSC MADAGASCAR.....	14

Abréviations et acronymes

ACC	Analyse Contextuelle Commune
ACNG	Acteurs de la Coopération Non-Gouvernementale
AI	Acteur institutionnel Appui institutionnel (dans le contexte des actions d'ARES)
ARES	Académie de Recherche et d'Enseignement Supérieur
CSC	Cadre Stratégique Commune
DGD	Direction Générale du Développement
E&F	Entraide et Fraternité
HI	Handicap International
Louvain C.	Louvain-coopération
ODD	Objectif de Développement Durable
OSC	Organisation de la société civile
RKV	Rode Kruis Vlaanderen International
ULB	Université libre de Bruxelles
ULB-C.	ULB-coopération
VDB	Via Don Bosco
VLIR-UOS	Vlaamse Interuniversitaire Raad – Universitaire Ontwikkelingssamenwerking

1. Introduction

Le présent Cadre Stratégique Commun (CSC) de Madagascar (2017-2021) se base sur l'Analyse Contextuelle Commune (ACC) de Madagascar et sur un atelier participatif tenu à Bruxelles les 22 et 23 février 2016.

L'ARES a assuré pour ces deux processus (CSC et ACC) le rôle de leader. Après l'atelier, des échanges par emails ont suivi pour arriver à la version finale présentée ici.

L'ACC a été approuvée par le ministre en charge de la coopération au développement en décembre 2015. Les éléments suivants de l'ACC sont pris en compte dans le CSC sans y être rappelés : l'analyse de contexte (chapitre C, p.22-50), l'analyse des acteurs (chapitre D, p.51-59), l'analyse des risques (chapitre E.9, p.63-65), une première identification des opportunités de complémentarité et de synergies (chapitre F, p.66-69), ainsi que la description de la manière dont l'ACC a été élaborée (chapitre A, p.11-15).

Les participants à la préparation de l'ACC avaient pris connaissance de différents documents cadres pertinents pour Madagascar. Ce pays n'étant pas partenaire de la coopération belge, il ne fait pas l'objet d'une note stratégique belge.

Les acteurs de la coopération non-gouvernementale (OSC/AI) impliqués dans la préparation du présent CSC sont repris dans l'annexe 1.

Le canevas et la méthodologie suivie pour la préparation du CSC se fondent sur le manuel préparé par les couples et distribué le 8 février 2016, avec certains ajustements mineurs présentés dans le texte.

Les ACNG actives dans la réalisation de ce CSC sud développent également des actions en Belgique. Leurs actions sud ont des impacts dans leurs approches nord. Celles-ci alimentent et "légitiment" ce qui se fait en Belgique.

Il est important de souligner que le cadre légal n'était pas publié ni au moment du lancement du processus (le 8 février 2016) ni au moment de finaliser le CSC (29 avril 2016).

2. Stratégie commune

2.1. Description des cibles stratégiques communes

Certains acteurs sont indiqués entre parenthèses quand leur implication est envisagée mais seulement de manière potentielle, la concrétisation de leur implication dépendant de financements futurs et/ou d'appels à projets.

Cible stratégique commune 1.

Cible 1		Renforcer la sécurité alimentaire et économique des populations rurales
		Approches (Contributions)
		OSCs/IAs
1A	Appuyer les approches agro-écologiques de développement de l'agriculture familiale (en prenant en compte les enjeux de résilience et d'adaptation face aux aléas et changements climatiques).	E&F, Louvain C., (ULB-C.)
1B	Appuyer les filières de transformation et de commercialisation des produits agricoles dans l'esprit d'une économie sociale (appui à la structuration des filières et aux micro-entreprises).	E&F, Louvain C.
1C	Améliorer les revenus et la diversification des sources de revenus par la création et/ou la consolidation d'activités génératrices de revenus, de services de développement d'entreprises financiers et non financiers.	Louvain C., E&F
1D	Appuyer la diversification, l'amélioration de l'usage et le stockage de la production agricole, de l'élevage et de la production halieutique.	Louvain C., E&F
1E	Renforcer la structuration et les capacités des organisations paysannes (en lien avec 6F).	E&F, Louvain C.
1F	Appuyer la sécurisation foncière des petits agriculteurs et soutenir les actions de plaidoyer en faveur du droit à la terre (en complément au droit à l'alimentation).	E&F, Louvain C.
1G	Favoriser la gestion de connaissances en sécurité alimentaire et économique (agro-écologie, développement rural, ...) par la capitalisation, la recherche-action et la recherche opérationnelle.	Louvain C., E&F, (ULB-C., ARES)
1H	Soutenir la durabilité environnementale de la production agricole, par les actions associées à la cible 5 (en complément de l'approche agro-écologique visée en 1A).	E&F, Louvain C.
1I	Appuyer l'agriculture et les filières d'économie rurale par la formation (technique et supérieure) et par la recherche.	ARES, VDB, Louvain C., (ULB-C).

Cible stratégique commune 2.

Cible 2		Renforcer l'accès (équitable, durable et participatif) à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement améliorés
Approches (Contributions)		OSCs/IAs
2A	Construire ou réhabiliter des infrastructures d'adduction d'eau potable et d'assainissement.	Protos, RKV, Louvain C.
2B	Renforcer les capacités humaines et institutionnelles (des acteurs publics et de la société civile) en matière de gestion des systèmes d'eau et d'assainissement (ceci comprend notamment le renforcement des capacités de maîtrise d'ouvrage locale).	Protos, RKV
2C	Renforcer les capacités des partenaires directs à appuyer le secteur de l'eau et de l'assainissement.	Protos, RKV
2D	Appuyer les actions de sensibilisation et de formation à l'hygiène (en particulier dans les familles et les écoles).	Protos, RKV, Louvain C.
2E	Appuyer des démarches de recherche-action relatives aux modèles de gestion des dispositifs eau-assainissement.	Protos, RKV, (ARES)
2F	Soutenir la préservation des ressources en eau et arbitrer les conflits d'usage dans le cadre des approches environnementales de la cible 5, cela selon les principes de la GIRE (gestion intégrée des ressources en eau).	Tous
2G	Appuyer l'atteinte de la cible 2 par la formation (technique ou supérieure), par la recherche ou par des études spécifiques (notamment sur les changements de comportements).	RKV, (ARES)

Cible stratégique commune 3.

Cible 3		Renforcer les systèmes de santé et l'accès aux soins de santé
Approches (Contributions)		OSCs/IAs
3A	Construire, équiper ou réhabiliter des infrastructures de santé, tels que les centres de santé.	Louvain C.
3B	Renforcer les capacités humaines et institutionnelles des services de santé, notamment les capacités de gestion.	Louvain C.
3C	Renforcer la prévention des maladies invalidantes et leur prise en charge médicale tout en améliorant l'offre et l'accès aux services de réadaptation.	HI, Louvain C.
3D	Développer l'offre de services de santé pour une meilleure prise en charge de la santé mentale des populations malgaches.	Louvain C.
3E	Appuyer les démarches de prévention et de sensibilisation à la santé (en coordination avec 2D).	RKV, Louvain C.
3F	Développer l'offre de services de santé sur la prise en charge du diabète.	Louvain C.
3G	Améliorer la prise en charge de la santé sexuelle et reproductive et de la santé maternelle et infantile.	HI, Louvain C.
3H	Soutenir le développement de formations en premiers secours non-commerciale et commerciale et la capacité organisationnelle nécessaire pour offrir des services de qualité en premiers secours.	RKV
3I	Contribuer à la cible 3 par la formation et la recherche.	(ARES)

Cible stratégique commune 4.

Cible 4 Renforcer la gestion des risques liés aux catastrophes		
Approches (Contributions)		OSCs/IAs
4A	Appuyer les services de premiers secours (analyse de besoins, formation, appui matériel).	RKV
4B	Favoriser le développement de dispositifs d'alerte précoce (tout en prenant en compte les besoins spécifiques de personnes en situation de handicap).	HI
4C	Renforcer la résilience de la population par des dispositifs et approches tels les greniers communautaires, les systèmes de production agro-écologiques (1A) et une gestion appropriée de l'environnement (cible 5).	E&F, Louvain C., (ULB-C).
4D	Intégrer de manière transversale le souci de résilience et d'atténuation de l'impact des aléas climatiques (ou autres), avec prise en compte particulière des personnes et catégories sociales les plus vulnérables.	Tous
4E	Veiller à recourir à l'aide humanitaire d'urgence en cas de crise inattendue.	RKV, HI
4F	Appuyer la cible 4 par la formation et la recherche scientifique.	(ARES)

Cible stratégique commune 5.

Cible 5 Favoriser une meilleure protection de l'environnement et une gestion durable des ressources naturelles		
Approches (Contributions)		OSCs/IAs
5A	Appuyer des actions concrètes de restauration ou de gestion durable de ressources naturelles, telles que les reboisements, les dispositifs antiérosifs et les périmètres de protection des captages d'eau (en complément de l'agro-écologie visée n 1A).	E&F, Louvain C., Protos, (ULB-C).
5B	Renforcer la gouvernance environnementale et les capacités institutionnelles de gestion de l'environnement et des ressources naturelles (notamment l'eau, la forêt et les ressources halieutiques).	E&F, Louvain C., Protos, ARES
5C	Renforcer la conscience des enjeux environnementaux et sensibiliser à l'environnement, notamment dans les écoles.	VDB, Louvain C.
5D	De manière transversale, privilégier les solutions techniques favorables à la préservation de l'environnement et à une bonne efficacité d'utilisation des ressources (notamment par l'agro-écologie visée en 1A, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, l'intégration des questions environnementales dans les établissements scolaires).	E&F, VDB, Louvain C., (ULB-C.)
5E	De manière transversale également, veiller systématiquement à l'impact des interventions sur l'environnement.	Tous
5F	Appuyer la préservation de l'environnement par la formation (enseignement supérieur, formation technique aux métiers verts, intégration environnementale dans les formations) et par la recherche scientifique.	ARES, VDB, Louvain C., (ULB-C.)

Cible stratégique commune 6.

Cible 6		Renforcer l'inclusion, la participation et la bonne gouvernance dans le développement
Approches (Contributions)		OSCs/IAs
6A	De manière transversale, lutter contre les mécanismes sociétaux qui engendrent les inégalités (y compris entre hommes et femmes et entre personnes en situation de handicap ou non) en suscitant notamment des changements basés sur une approche de droit.	Tous
6B	Favoriser l'insertion socio-professionnelle des jeunes défavorisés (y compris les jeunes en situation de handicap) par des formations appropriées et un accompagnement vers l'emploi.	VDB, HI
6C	Appuyer les démarches participatives, impliquant acteurs de la société civile et autorités publiques, dans la gouvernance du développement local ou régional.	Louvain C., Protos, HI, (E&F, ULB-C.)
6D	Appuyer la structuration et la mise en réseau des organisations paysannes (1E) et des organisations partenaires de la société civile et renforcer leurs capacités (notamment en matière de plaidoyer).	Louvain C., E&F, (ULB-C.)
6E	Renforcer la gouvernance locale par l'amélioration de la collaboration entre les différents niveaux de pouvoirs.	Louvain C.
6F	Appuyer l'atteinte de la cible 6 (et les approches la concernant) par la recherche et l'enseignement supérieur.	ARES

Cible stratégique commune 7.

Cible 7		Garantir et améliorer l'accès à la connaissance et à la compétence, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement
Approches (Contributions)		OSCs/IAs
7A	Améliorer l'offre et la qualité de l'enseignement supérieur à travers le renforcement des capacités et les partenariats, en tenant compte du genre et de la durabilité environnementale.	ARES, VLIR-UOS
7B	Améliorer les pratiques de recherche des institutions d'enseignement supérieur à travers le renforcement des capacités et les partenariats, en tenant compte du genre et de la durabilité environnementale.	ARES, VLIR-UOS
7C	Promouvoir la vulgarisation et la valorisation de la recherche académique.	ARES, VLIR-UOS
7D	Renforcer les capacités individuelles à travers les bourses, en tenant compte du genre.	ARES, VLIR-UOS
7E	Motiver les acteurs du secteur de la recherche et de l'enseignement supérieur à promouvoir une approche genre et respectueuse de l'environnement (p.ex. dans la conception des interventions).	ARES, VLIR-UOS
7F	Renforcer les capacités des institutions de formation technique et professionnelle et la qualité de leur enseignement.	VDB

7G	Défendre le droit et assurer l'accès équitable à l'éducation pour tous (y compris les filles et les personnes en situation de handicap), notamment par une sensibilisation des institutions de formation et d'enseignement.	VDB, HI, Louvain C., ARES
7H	Contribuer à la cible 7 de manière transversale par la formation (formelle ou non) généralement intégrée dans toute action en appui à la mise en œuvre des activités (relatives à toutes cibles) en appui à la durabilité de leurs résultats.	Tous
7I	Soutenir des activités de recherche-action en lien avec les diverses cibles du CSC (par exemple dans l'agro-écologie en contribution à la cible 1 ou dans les questions d'eau et assainissement en contribution à la cible 2).	Louvain C., Protos, ARES, (ULB-C., E&F)
7J	Encourager systématiquement les attitudes citoyennes et de services à la société (y compris par le respect de l'environnement) dans les démarches de formation.	VDB, ARES, (tous)
7K	Renforcer les capacités individuelles à travers l'alphabétisation fonctionnelle.	Louvain C.
7L	Utiliser une méthodologie de travail basé sur des preuves scientifiques et partager de l'expertise en méthodologie (p. ex. au travers des centres d'excellences comme le 'reference centre for evidence based practice du RKV).	RKV, ARES

2.2. Justifications

Cible 1	Renforcer la sécurité alimentaire et économique des populations rurales
<p>La situation alimentaire et économique de la majorité de la population est précaire à Madagascar, en particulier en milieu rural caractérisé par une pauvreté généralisée (ACC, p. 24). Les droits élémentaires à l'alimentation et à une vie décente ne sont pas satisfaits. Le pays n'est pas autosuffisant. La prévalence de la malnutrition chronique chez les enfants de moins 5 ans est de 47,3% et la malnutrition aiguë de 8,6% (ACC, p. 26). L'enclavement, la dégradation des sols, l'insécurité foncière, les aléas climatiques et naturels, le faible accès aux intrants et à l'innovation technique (notamment en agro-écologie), la faiblesse des structures d'encadrement de l'Etat et la désorganisation des filières sont coresponsables de cette situation, qui a également pour effet d'amplifier les pressions sur les ressources naturelles et d'alimenter l'exode rural vers des quartiers urbains insalubres et sous-équipés. La situation démographique, environnementale et alimentaire impose une amélioration durable de la productivité agricole, autonome, orientée vers les besoins de la population, génératrice d'emplois et préservatrice de l'environnement. La cible 1 contribue directement à l'ODD 2.</p>	
Cible 2	Renforcer l'accès à l'eau potable et à des systèmes d'assainissement améliorés
<p>Les taux d'accès à l'eau potable (35% en milieu rural) et aux dispositifs d'assainissement (27% en milieu rural) restent très bas à Madagascar, contribuant à une situation sanitaire difficile. Les maladies hydriques restent particulièrement répandues. 70% des maladies à Madagascar proviennent de la consommation d'eau impropre et du manque d'hygiène (ACC, p.27). Comme dans d'autres secteurs les autorités publiques n'arrivent pas à répondre aux besoins importants et croissants de la population et à satisfaire ses droits fondamentaux. Les efforts antérieurs d'appui à ce secteur ont notamment mis en évidence le besoin de renforcer les capacités de</p>	

<p>gestion des infrastructures en place, notamment par des approches participatives. La cible 2 contribue directement à l'ODD 6 en continuité des efforts vers l'ODD7 qui, à Madagascar, sont restés largement insuffisants.</p>	
Cible 3	Renforcer les systèmes de santé et l'accès aux soins de santé
<p>Alors que d'importantes causes de mauvaise santé sont à l'œuvre (eau non potable, malnutrition notamment, ACC, p.26), les services et systèmes de santé sont très défaillants à Madagascar. D'un côté l'état manque de ressources et de capacités de gouvernance, de l'autre le secteur privé se désintéresse d'une patientèle dépourvue de revenus. Lorsqu'une offre médicale existe l'accessibilité économique et physique des malades est très limitée (pauvreté, réseau de transport délabré). Le nombre et la fréquentation des Centres de Santé de Base ont même diminué ces dernières années (ACC, p.37). La mortalité infantile (sous l'âge de 5 ans) reste proche des 6% (ACC, p. 22). La cible 3 contribue directement à l'ODD 3.</p>	
Cible 4	Répondre aux risques liés aux catastrophes
<p>Madagascar est une île exposée à d'importants aléas dits naturels (cyclones, sécheresses, invasions acridiennes), susceptibles de s'amplifier avec les changements climatiques (ACC, p.24) tandis que la capacité à les tamponner se réduit (notamment par la dégradation des sols et des forêts). L'instabilité socio-politique et le développement minier apportent des risques supplémentaires. Or la vulnérabilité de la population envers ces aléas est particulièrement forte, en lien avec sa grande pauvreté. Certains partenaires locaux (comme la Croix-Rouge malgache) sont impliqués dans le secteur et explicitement demandeurs d'appuis et nous pensons qu'une approche aussi préventive que possible des risques doit être intégrée de manière transversale. La cible 4 contribue aux ODD 3 et 13.</p>	
Cible 5	Favoriser une meilleure protection de l'environnement et une gestion durable des ressources naturelles
<p>La biodiversité de Madagascar est unique au plan mondial (avec fort taux d'endémisme, ACC, p.24) et l'environnement y est essentiel à la survie de la population, dont une grande partie dépend directement des ressources naturelles locales notamment pour la nourriture, l'énergie (bois), l'eau et la régulation des aléas climatiques. En même temps les ressources naturelles de Madagascar sont soumises à de très fortes pressions, liées notamment à une croissance démographique non couplée à une adaptation suffisamment rapide des systèmes de production. Ces pressions se traduisent, entre autres, par l'érosion accélérée des sols, la déforestation et la dégradation des ressources marines (ACC, p. 24). Malgré les importants efforts déjà accomplis (notamment dans le cadre du Programme National d'Actions Environnementales, ACC, p. 26) , les réponses institutionnelles n'arrivent pas à enrayer les processus de dégradation et certains efforts internationaux motivés par la conservation d'espèces endémiques sont restés trop peu tournés vers les besoins humains locaux en matière d'environnement. La protection de l'environnement demande également une action dans la durée, justifiant de poursuivre les efforts de plusieurs acteurs (belges et partenaires) déjà impliqués dans ce domaine. De plus la prise en compte transversale de l'environnement est incontournable. La cible 5 contribue aux ODD 14 et (principalement) 15.</p>	
Cible 6	Renforcer l'inclusion, la participation et la bonne gouvernance dans le développement
<p>La société malgache est très stratifiée et divisée. Les institutions tant publiques que civiles y sont faibles et fragiles. Elles sont plus souvent associées par des rapports de rivalité que de coopération. La décentralisation (ACC, p. 32) n'a pas été accompagnée de transferts de ressources. L'état malgache n'a pas l'habitude de consulter les OSC, qui s'expriment peu et manquent d'ailleurs de cadre juridique voire aussi d'ancrage populaire. La gouvernance est en</p>	

<p>général déficiente (ACC, pp. 37-38). En plus les processus d'exclusion sociale et de marginalisation y sont à l'œuvre, accentués par la crise. Cette situation est une sérieuse entrave au développement et a fortiori à un développement inclusif, qui bénéficie à tous. Elle n'est pas non plus propice au respect des droits en général. Plusieurs acteurs sont déjà engagés dans cette thématique (par exemple HI). Les principes d'inclusion et d'égalité (notamment hommes-femmes) méritent de toute façon une intégration transversale et systématique. La cible 6 contribue aux ODD 5 et 16.</p>	
<p>Cible 7</p>	<p>Garantir et améliorer l'accès à la connaissance et à la compétence, améliorer la qualité de la recherche et stimuler l'innovation, afin de contribuer au développement</p>
<p>Le système éducatif malgache souffre de la faiblesse récurrente des institutions publiques et de l'instabilité des politiques (notamment sur le plan linguistique). Comme les systèmes de santé, il a connu une dégradation au cours de la crise récente. De 2009 à 2013, le Taux Net de Scolarisation du primaire a reculé passant de 91,3% en 2009 à 86,3% en 2013 (ACC, p.37). L'analphabétisme s'élève à 35,5% pour les plus de 15 ans (ACC, p.24). D'autres indicateurs clés sont reprises dans l'ACC, page 28. Pas plus que le droit à l'alimentation, à l'eau potable et à la santé, le droit à l'éducation n'est pas respecté. Le diagnostic de l'enseignement supérieur montre aussi qu'il est en inadéquation avec les besoins de la société. Le capital humain est pourtant un irremplaçable levier de développement mobilisant les ressources propres du pays. Des connaissances nouvelles, issues de la recherche scientifique ou de la recherche-action, sont également nécessaires tant pour s'attaquer aux nombreux problèmes qui restent irrésolus que pour affronter les nouveaux défis (comme ceux liés au changement climatique) ou saisir de nouvelles opportunités (comme celles liées aux nouvelles technologies).</p> <p>La place de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la formation professionnelle et technique est déterminante pour amorcer un changement sociétal aussi bien à court, moyen et long terme. Par ailleurs, ce domaine est également fédérateur de toutes les autres disciplines que ce soit l'agriculture, la santé, ... (voir page 61 de l'ACC).</p> <p>Les actions des acteurs actifs dans le secteur de la formation technique et professionnelle s'aligneront avec la nouvelle Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (ACC, p.28) qui vise à un développement socio-économique à travers une revalorisation de l'enseignement technique et la formation professionnelle.</p> <p>Plusieurs acteurs du CSC sont déjà engagés dans le secteur et de plus le renforcement des capacités est une dimension inévitable de toute intervention, pour sa bonne exécution et pour sa durabilité. La cible 7 contribue aux ODD 4 et 9 (volet innovation) et, indirectement, à tous les autres.</p>	

3. Complémentarités et synergies

Les complémentarités et synergies avec la coopération belge directe ne sont pas mentionnées, celle-ci étant inactive à Madagascar.

Composantes	Complémentarité ou synergie	En interne	Avec l'extérieur
Toutes les approches d'une même cible	Au niveau de chaque cible, les approches identifiées au chapitre 2 sont complémentaires entre elles. Cette complémentarité sera renforcée par une coordination des acteurs (OSC/AI) de la cible (échange d'information sur les activités et intentions, ajustements mutuels).	X	
Toutes les cibles ou approches	Pour toute cible ou approche, les collaborations externes existantes seront poursuivies et les nouvelles opportunités seront saisies, pour autant qu'elles apportent des complémentarités et synergies bénéfiques pour l'atteinte des cibles ; ces liens seront communiqués aux autres membres (OSC/AI) du CSC.		X
Chaque approche multi-acteurs	Pour toute approche impliquant deux ou plusieurs acteurs du CSC (comme indiqué dans la liste du chapitre 2), ceux-ci s'engagent à l'échange d'informations, de savoirs et d'outils.	X	
Approches 1G, 2E, 7I	Pour les approches impliquant la recherche-action, les acteurs (OSC/AI du CSC) s'engagent à l'échange d'informations, de savoirs et d'outils. En plus ils chercheront à mener ou appuyer ensemble des démarches de recherches-actions sur des sujets d'intérêt commun.	X	
Approches 2D, 3E, 5C, 7C, 7G	Pour les approches impliquant la sensibilisation, les acteurs (OSC/AI du CSC) s'engagent à l'échange d'informations, de savoirs et d'outils (adaptés au public malgache).	X	X
Toutes approches et cibles	Les acteurs (OSC/AI) s'engagent à l'échange d'informations, de savoirs et d'outils sur les questions transversales communes à toutes les approches et cibles (genre, environnement, aspects liés à l'inclusion et à l'égalité des droits).	X	X

Toutes les approches et les cibles	Les acteurs (OSC/AI du CSC) collaboreront au développement et au partage d'une base d'information commune, notamment sur les sources d'expertise mobilisable localement (y compris les OSC/AI et leurs partenaires).	X	
Toutes les approches	Les acteurs (OSC/AI du CSC) envisageront la faisabilité d'un système d'échanges de services entre acteurs du CSC (OSC/AI) (par exemple au moyen d'une compatibilité en temps de travail); dans le cadre de ce système, il faudra notamment veiller à ce que les missions sur terrain d'appui à l'intervention d'un acteur puissent être mises à profit pour d'autres acteurs.	X	
Cibles 1, 2, 3, 4, et 5	Chaque acteur des cibles 1, 2, 3, 4 et 5 cherchent à optimiser leur impact sur la santé des populations cibles et, au besoin, échangent des vues à ce sujet.	X	
Cible 5 en lien avec les cibles 1, 2 et 3	Chaque acteur de la cible 5 veille à optimiser son impact sur les cibles 1, 2 et 3 et se concertent à ce sujet en cas de besoin.	X	
Toutes les cibles	Echanger des idées sur la gouvernance locale, dans le cadre d'une approche systémique (intersectorielle) des diverses composantes du développement durable.	X	
Approches 7A et 7B en lien avec les autres	Favoriser l'échange d'information et la collaboration entre le secteur de la formation/recherche et les secteurs de terrain (1) pour un meilleur ajustement entre offre et demande de formation/recherche et (2) pour une meilleure liaison entre formations théorique et pratique (notamment en valorisant les opportunités de stages et mémoires dans les projets).	X	
Approches 7A, 7B, 7C, 7D en lien avec les autres	Les acteurs (OSC/AI) chercheront des opportunités de synergie et complémentarité dans les domaines de renforcement de capacité, recherche, innovation, transfert de technologies et opportunités au niveau des bourses.	X	X
Approches 7B, 7C en lien avec les autres	Les acteurs (OSC/AI) partageront les résultats de recherche avec les autres acteurs (pour extension potentielle)	X	X

Approches 7A, 7B, 7C en lien avec les autres	Des rencontres entre des chercheurs/professeurs intéressés et des acteurs seront organisé pour stimuler de trouver des opportunités dans le cadre de synergie et complémentarité	X	X
Approches 7A, 7B, 7D	Les acteurs (OSC/AI) continueront à chercher des opportunités pour des projets académiques qui sont en synergie et complémentarité avec les interventions des autres acteurs belges (modalités à définir)	X	X

Annexe 1. Participants du CSC Madagascar

Organisation	Avait participé à l'ACC ?	Nom	e-mail 1 (e-mail du participant)	e-mail 2
ARES	Oui	Mondher El Jaziri Jan Kennis Anne-Marie Decoster	jaziri@ulb.ac.be jan.kennis@ares-ac.be anne-marie.decoster@ares-ac.be	ann.olek@ares-ac.be
Entraide et Fraternité	Oui	Redempta Mukantagara	redempta.mukantagara@entraide.be	veronique.neycken@entraide.be
Handicap International	Oui	Marion Heraud	mheraud@handicap-international.org	Laurence.GERARD@handicap.be
Louvain Coopération au Développement	Oui	Sophie Wyseur	swyseur@louvaincooperation.org	fvanderstricht@louvaincooperation.org
Protos	Oui	Dirk Glas	dirk.glas@protos.ngo	
Rode Kruis-Vlaanderen Internationaal	Oui	Iseult Kesteleyn	iseult.kesteleyn@rodekruis.be Trui.VanAckere@rodekruis.be (remplaçante Madame Kesteleyn)	toon.wets@rodekruis.be
ULB-coopération	Oui	Thierry De Coster	thierry.decoster@ulb-cooperation.org	laurence.hanon@ulb-cooperation.org
VIA Don Bosco	Oui	Bram Reekmans	bram.reekmans@viadonbosco.org	
VLIR-UOS	Non	Inge Vandevyvere	inge.vandevyvere@vliruos.onmicrosoft.com	koen.dekoster@vliruos.be